



RAPPORT POLITIQUE DE LA VILLE

COMMUNE DE SAINT-ANDRÉ

REGION REUNION

Année 2024

Table des matières

| | | |
|-----------|--|-----------|
| 1 | RAPPEL DU CADRE LÉGAL..... | 3 |
| 2 | LE CONTRAT DE VILLE DE SAINT-ANDRÉ..... | 3 |
| 2.1 | PRÉSENTATION..... | 3 |
| 1. | LA COHÉSION SOCIALE,..... | 3 |
| 2. | LE CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN,..... | 3 |
| 3. | LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI,..... | 3 |
| 2.2 | LES ORIENTATIONS DU CONTRAT DE VILLE DÉFINIES EN 2015..... | 4 |
| 2.3 | LE PROTOCOLE D'ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES ET RENFORCÉS..... | 5 |
| 2.4 | LA GOUVERNANCE DU CONTRAT DE VILLE..... | 5 |
| 2.5 | MODALITÉS DE PARTICIPATION DES HABITANTS..... | 6 |
| 2.6 | LE PLAN D'ACTION DU CDV ET LE BILAN EN 2024..... | 7 |
| 2.7 | LES PERSPECTIVES DU CONTRAT DE VILLE POUR 2025..... | 8 |
| 3 | LE PROGRAMME DE RÉUSSITE EDUCATIVE (PRE)..... | 9 |
| 3.1 | PRÉSENTATION..... | 9 |
| 3.2 | LES OBJECTIFS..... | 9 |
| 3.3 | BILAN..... | 9 |
| 3.4 | PERSPECTIVES..... | 9 |
| 4 | L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES ACCORDÉ AUX BAILLEURS SOCIAUX (ATFPB)..... | 10 |
| 4.1 | RÉPARTITION DE L'ATFPB EN 2024 (EN €) :..... | 10 |
| 5 | FINANCEMENT POLITIQUE DE LA VILLE..... | 11 |
| 6 | CONCLUSION..... | 12 |

1 Rappel du cadre légal

Afin d'évaluer les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine prévoit la rédaction d'un rapport annuel. Le décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015 « relatif au rapport sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville » précise que le contenu de ce rapport annuel doit être soumis pour avis à l'assemblée délibérante de la commune.

Le présent document constitue le rapport annuel de l'année 2024. Il a été élaboré en s'appuyant sur le bilan réalisé lors des rencontres thématiques, des comités techniques et de la Revue de projet.

2 Le Contrat de Ville de Saint-André

2.1 Présentation

Les contrats de ville de nouvelle génération ont succédé aux Contrats Urbains de Cohésion Sociale et constituent le cadre d'action d'une politique de la ville profondément renouvelée.

La Loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine fixe les principes de la politique de la ville dont les contrats de ville sont le cadre d'action pour la période 2015-2020.

Cette période a été rallongée jusqu'au 31 décembre 2024 par la circulaire du 31 Août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville « Engagements quartiers 2030 ».

L'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine définit ce nouveau cadre contractuel.

Le nouveau Contrat de Ville repose sur trois piliers principaux :

1. La cohésion sociale,
2. Le cadre de vie et renouvellement urbain,
3. Le développement économique et emploi,

Et sur trois thématiques transversales que sont :

1. La jeunesse
2. L'égalité homme/femme,
3. La lutte contre les discriminations

En complément de ces piliers et thématiques a été rajoutée la Promotion des Valeurs de la République et de la Citoyenneté comme pilier transversal.

Le contrat de ville s'appuie sur un diagnostic partagé par l'ensemble des partenaires institutionnels et les habitants sur la situation des quartiers prioritaires au sein de la ville permettant de définir les priorités locales du contrat.

La circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération et la circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville en rappellent les principes structurants :

- Un contrat unique intégrant les dimensions sociales, urbaines et économiques
- Un contrat piloté à l'échelle intercommunale ou communal mobilisant l'ensemble des partenaires concernés
- Un contrat mobilisant prioritairement le droit commun de l'état et des collectivités territoriales
- Un contrat s'inscrivant dans un processus de co-construction avec les habitants.

Le contrat de ville de Saint-André de la Réunion s'inscrit dans le cadre de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

Sur proposition du Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET) et conformément au décret n° 2014-1751 du 30 décembre 2014, les quartiers réglementaires du contrat de ville de la commune **de Saint-André** ont fait l'objet d'un travail de péri-métrage.

Les périmètres retenus du contrat de ville de la commune **de Saint-André** sont les quatre quartiers ainsi dénommés :

- Cambuston centre
- Centre-Ville
- Cressonnière-Manguiers
- Petit Bazar-Chemin du Centre-Fayard

Il est convenu entre les différents partenaires signataires du contrat de ville que sont l'État, la Commune de Saint-André, la Communauté Intercommunale Réunion de l'Est, la Région, le Département, l'Éducation Nationale, l'Agence Régionale de Santé, la Caisse d'Allocations Familiales de La Réunion, la Caisse des Dépôts et Consignations, la Société d'Habitations à Loyer Modéré de la Réunion, la Société Immobilière Département Réunion, la Société d'Équipement du Département de la REUNION, la Société d'Économie Mixte d'Aménagement et de Construction, le Pôle Emploi, la Mission Locale Est.

2.2 Les orientations du Contrat de Ville définies en 2015

Le projet de territoire est décliné dans le Contrat de Ville de Saint-André à travers les orientations stratégiques suivantes :

Développement économique et emploi

Enrichir l'expérience et la qualification professionnelle par un accès facilité à l'emploi et à la qualification des personnes éloignées du marché du travail

Accompagner à la création d'activités et d'emplois

Cohésion sociale / Valeurs de la République et citoyenneté

Augmenter l'égalité des chances

Réduire et prévenir la délinquance, l'insécurité et le sentiment d'insécurité

Dynamiser un développement fraternel pour une meilleure intégration des nouvelles populations

Améliorer l'image des quartiers

Cadre de vie et renouvellement urbain

Sensibiliser et amener au Respect du bien public et au respect de l'individu

Réussir le renouvellement urbain

2.3 Le protocole d'engagements réciproques et renforcés

Les réajustements définis dans le cadre du protocole d'engagements réciproques et renforcés en 2019 sont les suivants :

Axe 1 : Renforcement des actions visant l'égalité des chances

Les thématiques :

Emploi, formation, lutte contre le décrochage, lutte contre l'illettrisme, accompagnement à la scolarité

Axe 2 : Développement d'un accompagnement social et sanitaire de proximité

Les thématiques :

Accès à la culture, au numérique, aux activités physiques et sportives pour tous publics (enfants, jeunes, femmes, seniors), point d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement de proximité, promotion des actions santé dans les QPV, soutien aux actions pour une famille épanouie.

Axe 3 : Amélioration du cadre de vie des habitants

Les thématiques :

La sécurité, le sentiment d'insécurité, la gestion urbaine de proximité

2.4 La gouvernance du Contrat de Ville

Les modalités de gouvernance :

Des comités techniques et des groupes de travail thématiques

- Préparent les travaux du comité de pilotage
- Construisent et assurent le suivi de la programmation avec les acteurs du territoire

Un comité de pilotage

- Définit les orientations stratégiques
- Valide le plan d'actions et les bilans

Une Revue de projet

- Présente les actions menées par le Contrat de Ville
- Dresse le bilan des dispositifs connexes de la Politique de la Ville
- Expose les actions partenariales
- Propose les perspectives pour 2025.

Ingénierie

Une équipe de pilotage :

- 1 coordonnatrice, responsable du service qui porte le dispositif
- 1 référent TFPB
- 1 chef de projet par quartier prioritaire et une équipe projet composée d'agents de développement, d'animateurs et d'adulte relais

Structuration de l'équipe en charge du pilotage du contrat

Les équipes projets sont territorialisées (1 par QPV) et chaque chef de projet est référent d'un pilier.

- Cambuston : cohésion sociale
- Centre-ville : cadre de vie renouvellement urbain
- Cressonnière-Manguiers : développement économique et emploi
- Fayard/Chemin du centre/Petit Bazar : valeurs de la République et citoyenneté

Outils de suivi

Les actions mises en œuvre font l'objet d'une concertation et d'une validation par les groupes thématiques, les partenaires.

La coordonnatrice assure un suivi dans la mise en œuvre et dans la gestion financière.

Chaque thématique est accompagnée par un groupe de travail composé de partenaires signataires et de partenaires locaux. Les actions engagées font l'objet d'une évaluation par ce groupe de travail qui propose des réajustements si nécessaire.

Les productions sont soumises aux comités techniques et ensuite validées par le comité de pilotage.

2.5 Modalités de participation des habitants

Les conseils citoyens en 2024

En 2023, les conseils citoyens se transforment pour laisser place au Comité Citoyen de quartier. La mise en place du Comité Citoyen à Saint-André traduit la volonté de la municipalité de développer la démocratie participative locale par le biais de la création des conseils consultatifs et participatifs, notamment à l'échelle de chaque quartier.

Depuis l'année 2021, se sont installées quatre conseils au sein des quartiers prioritaires : Fayard, Centre-Ville, Cambuston et Cressonnière. L'engagement de la commune d'associer les habitants à toutes les questions qui les concernent se traduit par la mise en place de 10 comités de quartiers soit un par quartier avec une évolution pour 2023 en cinq comités spécifiques offrant la possibilité à chaque citoyen de participer aux réflexions et décisions collectives. Pour 2024, des rencontres citoyennes se sont tenues dans les quartiers.

2.6 Le plan d'action du CDV et le bilan en 2024

Une approche intégrée

Le diagnostic qui a permis l'élaboration du contrat de ville a fait ressortir des problématiques importantes dans les QPV :

- Un fort taux de chômage : 43% de la population active en moyenne dont 66% chez les jeunes de – 25 ans
- Un faible niveau de qualification : 53% des – 15 ans sans diplômes ni qualifications
- Une part importante de familles monoparentales
- Une mutation urbaine des QPV marquée par une forte croissance démographique

L'équipe opérationnelle du contrat de ville s'est appuyée sur le diagnostic et les orientations stratégiques réévaluées en 2019 dans le cadre du Protocole d'Engagements Réciproques et Renforcés pour définir la programmation 2024. Elle a été affinée et validée par les groupes thématiques suivants:

- Education
- Cohésion sociale
- Développement économique et emploi
- Cadre de vie et renouvellement urbain
- Participation citoyenne

Les objectifs de la programmation de 2024

1) Développement économique et emploi :

- Valoriser les initiatives individuelles et collectives
- Enrichir l'expérience et la qualification professionnelle du public éloigné du marché de l'emploi et de la formation
- Lutter contre toutes les formes d'exclusion

2) Cohésion sociale :

- Accompagner les actions de prévention santé
- Développer les actions socio-culturelles et sportives
- Accompagner les initiatives individuelles et collectives
- Favoriser la participation des habitants

3) Valeurs de la République et citoyenneté

- Renforcer le partenariat autour de l'éducation et du vivre ensemble
- Favoriser la participation des habitants

4) Cadre de vie :

- Renforcer le partenariat autour de l'éducation et du vivre ensemble
- Favoriser la participation des habitants
- Améliorer le cadre de vie des habitants

Le programme d'actions du Contrat de Ville 2024

| FICHE ACTION | MONTANT (Etat /Commune) |
|---|-------------------------|
| Accompagnement du public éloigné du marché de l'emploi et de la formation | 39 080 € |
| Développer des activités socio-culturelles et sportives | 124 994 € |
| Renforcer le partenariat autour de l'éducation et du vivre ensemble | 19 772 € |
| Valeurs de la République et Citoyenneté | 49 888 € |
| Equipe opérationnelle | 43 969 € |
| TOTAL | 277 703 € |

Programmation des actions 2024 : voir annexe rapport Politique de la Ville

Les difficultés rencontrées en 2024

En 2024, le contrat de ville rencontre des difficultés au niveau du pilotage et de la coordination des actions :

- Le remplacement de la cheffe de projet sur le secteur de Cambuston :

Recrutement effectif en juin 2024.

- Difficulté de mise en œuvre de la programmation sur le secteur du Centre-ville :

Manque de personnel au regard de l'étendu du QPV

- Effectif restreint au niveau des équipes projets :

Recrutement d'agent de développement en cours.

2.7 Les perspectives du Contrat de Ville pour 2025

L'année 2024 a été une année de transition afin de préparer les contrats de ville nouvelle génération. Ce contrat, **engagement quartier 2030**, débutera en 2025.

Le nouveau format laisse place à une nouvelle géographie et s'articule autour de **quatre grands principes** que sont **l'emploi, les transitions, l'émancipation, la sécurité citoyenneté et valeurs de la république**.

La stratégie d'intervention vise à renforcer l'accès à une offre de services adaptée. Elle se déclinera sous les champs de la jeunesse, l'éducation, l'éducation populaire, la culture, le cadre de vie, la transition écologique, l'insertion, le sport et les activités socioéducatives.

Le nouveau contrat permet le **déploiement** des dispositifs connexes tels que **l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties** et la mise en œuvre du **programme de réussite éducative**.

3 Le Programme de Réussite Educative (PRE)

3.1 Présentation

Le Programme de Réussite Éducative est un dispositif qui relève de la Politique de la Ville. Le PRE vise à créer les conditions de la réussite des enfants. Il est consacré aux enfants de 2 à 16 ans qui sont fragilisés dans leur parcours individualisé et qui ont besoin d'être accompagnés en prenant en compte la globalité de leur environnement. Pour cela, il s'appuie sur les qualités, les compétences, les capacités des enfants, des parents et des professionnels.

Un des principes fondateurs du PRE est de donner une place centrale au parent dans la mise en place du parcours pour son enfant.

Les objectifs principaux sont de favoriser la réussite de l'enfant et mobiliser/impliquer les parents dans le parcours éducatif.

Les établissements concernés par le dispositif sont : le Collège Terrain Fayard, les écoles ZAC Fayard, Suzie Bomel, Docteur Martin, Petit Bazar et Tourterelles.

3.2 Les objectifs

Les objectifs définis pour l'année 2024 ont été les suivants :

- Mise en place de nouvelles actions, déployées dans la prise en charge individuelle,
- Harmonisation dans nos pratiques : plus de rencontres professionnelles, Groupe d'analyse de pratique,
- Mise en place de partenariat : projets avec de nouvelles associations notamment Association Socio-éducative (ASEC) ; Bien Vivre à Fayard (BVF) ; SCOPAD.
- Ouvrir le champ des possibles, proposer des activités peu accessibles (dessin, musique, danse, sortie, spectacle et festival).

3.3 Bilan

- 101 bénéficiaires, dont 48 entrées sur cette année,
- 70 % des situations proviennent des établissements scolaires,
- 35 % de demandes, émanent de la volonté des parents de se faire accompagner.

Nous sommes face à des familles en situation de précarité; des familles monoparentales où le père est peu présent dans l'éducation de leurs enfants. Des enfants présentant des difficultés d'apprentissage, des enfants respectant difficilement le cadre éducatif.

3.4 Perspectives

- S'adapter au plus près des besoins, développer l'accompagnement à domicile et la disponibilité parent pour la réussite des jeunes
- Mobiliser les moyens pour faciliter l'accès aux soins, partenariat avec des professionnels (orthophoniste, psychomotricien),
- Développer l'autonomie chez le jeune ainsi que son parent
- Remobiliser le partenariat avec la Maison Départementale, la CAF

- Encourager les jeunes et leur parent à sortir de Fayard: projet vacances, projet éducatif autour du vélo, découvrir l'île, la plage, projet natation.

4 L'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties accordé aux bailleurs sociaux (ATFPB)

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine de février 2014 et la loi de finances 2015 et de 2018 ont confirmé le maintien de l'abattement de 30% sur la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dont bénéficient les bailleurs sociaux pour les logements situés en quartier prioritaire de la politique de la ville, en contrepartie de la mise en œuvre d'actions contribuant à améliorer la qualité de services aux locataires. Ces actions sont majoritairement portées par des associations issues des quartiers prioritaires. Le dispositif a favorisé le renforcement du partenariat avec la ville et les acteurs associatif.

En concertation avec les bailleurs et les locataires, les objectifs pour 2024 sont déclinés ainsi :

- Axe 1 : Renforcement de la présence du personnel de proximité
- Axe 2 : Formation et soutien du personnel de proximité
- Axe 3 : Sur entretien
- Axe 4 : Gestion des déchets et encombrants
- Axe 5 : Tranquillité résidentielle
- Axe 6 : Concertation et sensibilisation des locataires
- Axe 7 : Animation, lien social et vivre ensemble
- Axe 8 : Petits travaux d'amélioration de la qualité de service

Les bailleurs sociaux concernés à Saint-André sont les suivant :

- la SHLMR,
- la SIDR,
- la SEMAC,
- la SODIAC

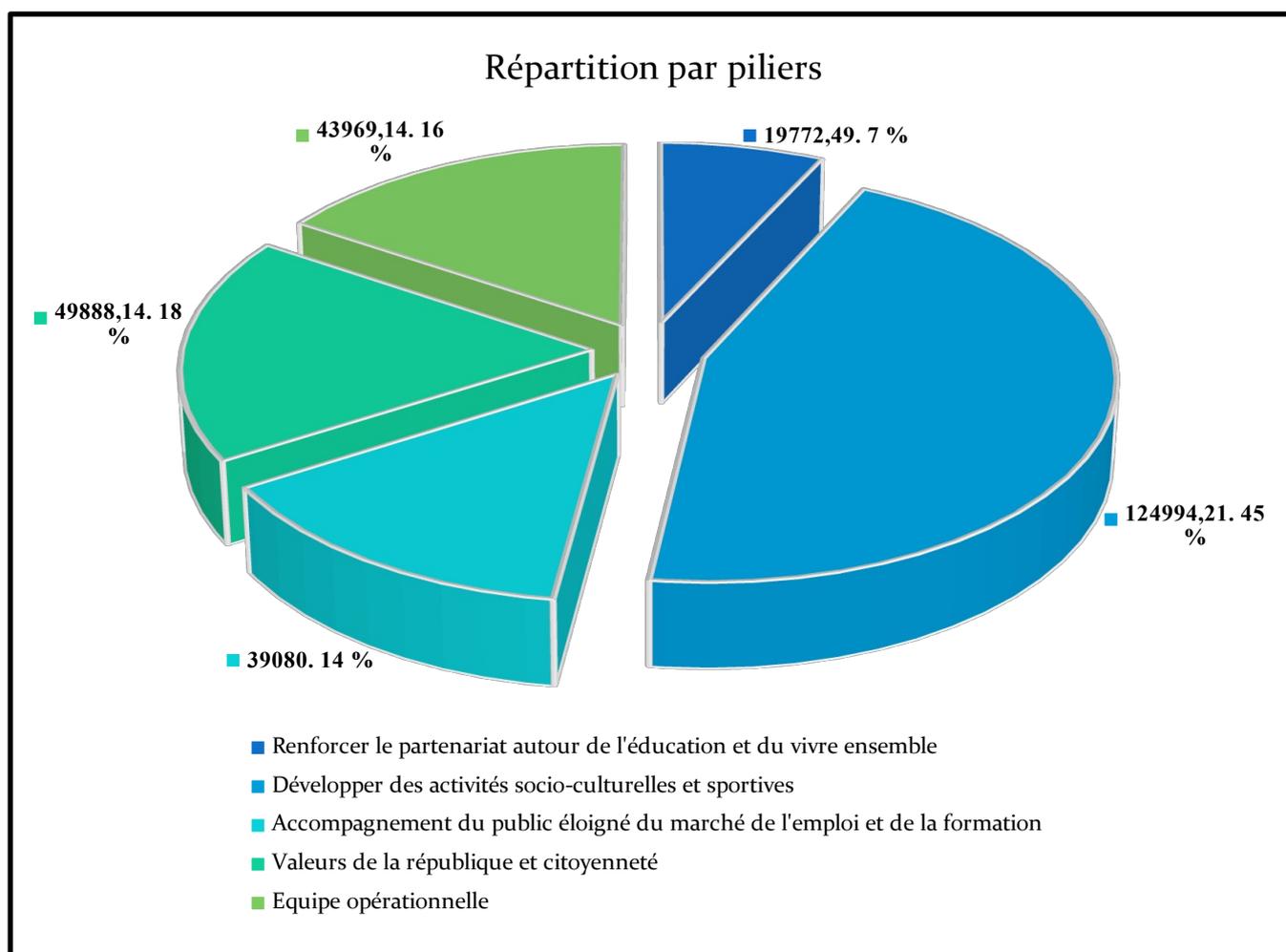
4.1 Répartition de l'ATFPB en 2024 (en €) :

| | SHLMR | SIDR | SEMAC | SODIAC | Total |
|--------------|----------------|---------------|---------------|--------------|----------------|
| Axe 1 | 14 000 | 0 | 7 000 | 0 | 21 000 |
| Axe 2 | 0 | 27 000 | 0 | 0 | 27 000 |
| Axe 4 | 5 000 | 0 | 4 300 | 0 | 9 300 |
| Axe 5 | 15 000 | 6 000 | 0 | 0 | 21 000 |
| Axe 6 | 0 | 488 | 1 500 | 0 | 1 988 |
| Axe 7 | 76 107 | 41 264 | 25 600 | 6 400 | 149 371 |
| Axe 8 | 70 961 | 0 | 0 | 0 | 70 961 |
| Total | 181 068 | 74 752 | 38 400 | 6 400 | 300 620 |

5 Financement Politique de la Ville

Maquette financière des crédits spécifiques par piliers

| PILIER | MONTANT |
|---|------------------|
| Renforcer le partenariat autour de l'éducation et du vivre ensemble | 19 772 € |
| Développer des activités socio-culturelles et sportives | 124 994 € |
| Accompagnement du public éloigné du marché de l'emploi et de la formation | 39 080 € |
| Valeurs de la république et citoyenneté | 49 888 € |
| Equipe opérationnelle | 43 969 € |
| Total général | 277 703 € |



6 Conclusion

La Ville poursuit la mise en œuvre des dispositifs de la Politique de la Ville (le Contrat de Ville, les conventions avec les bailleurs sur l'abattement de la Taxe Foncière sur les propriétés Bâties, La Prévention de la Délinquance, le Programme de Réussite Educative) en tenant compte du projet politique de la mandature municipale articulé autour de quatre piliers :

- Saint André une ville verte et durable,
- Saint André une ville solidaire,
- Saint André une ville économique et attractive,
- Saint André une gouvernance, dédiée, de proximité.

Pour 2025, il s'agit :

- de préparer la nouvelle contractualisation pour un démarrage des contrats de villes nouvelle génération 2030 prévu au premier trimestre 2025,
- de mobiliser les différents acteurs institutionnels afin de garantir une démarche partenariale élargie à l'échelle du territoire,
- de mobiliser l'ensemble des acteurs, publics et privés, afin de créer une synergie entre les différentes initiatives mises en place dans les quartiers prioritaires,
- de favoriser la participation citoyenne dans l'élaboration du contrat de ville afin de déterminer les grandes thématiques de la nouvelle contractualisation « Engagements quartiers 2030 », les projets à réaliser et les indicateurs à suivre,
- de mobiliser le droit commun,
- d'assurer l'articulation entre le contrat de ville et l'ensemble des autres contractualisations et programmes mis en œuvre sur le territoire.



**RAPPORT POLITIQUE DE LA VILLE
ANNEXES**

COMMUNE DE SAINT-ANDRÉ

REGION REUNION

Année 2024

Table des matières

1 Table des matières

| | | |
|----------|---|----------|
| 1 | PILIER : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI..... | 4 |
| 1.1 | AXE DU PROTOCOLE :..... | 4 |
| 1.2 | OBJECTIFS..... | 4 |
| 1.3 | ACTIONS..... | 4 |
| a. | <i>Accompagnement du public éloigné du marché de l'emploi et de la formation.....</i> | <i>4</i> |
| b. | <i>La lutte contre les formes d'exclusion.....</i> | <i>4</i> |
| 2 | COHÉSION SOCIALE..... | 5 |
| 2.1 | AXE DU PROTOCOLE :..... | 5 |
| 2.1 | OBJECTIFS..... | 5 |
| 2.1 | ACTIONS..... | 5 |
| a. | <i>Prévention santé.....</i> | <i>5</i> |
| b. | <i>Socio-culturelles et sportives.....</i> | <i>5</i> |
| c. | <i>Initiatives individuelles et collectives.....</i> | <i>5</i> |
| d. | <i>Participation des habitants.....</i> | <i>6</i> |
| 3 | VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET CITOYENNETÉ..... | 6 |
| 3.1 | AXE DU PROTOCOLE :..... | 6 |
| 3.2 | OBJECTIFS..... | 6 |
| 3.3 | ACTIONS..... | 6 |
| a. | <i>Education et vivre ensemble.....</i> | <i>6</i> |
| b. | <i>Participation des habitants.....</i> | <i>6</i> |
| c. | <i>Prévention de la délinquance.....</i> | <i>6</i> |
| 4 | CADRE DE VIE..... | 7 |
| 4.1 | AXE DU PROTOCOLE :..... | 7 |
| 4.2 | OBJECTIFS..... | 7 |
| 4.3 | ACTIONS..... | 7 |
| a. | <i>Amélioration du cadre de vie.....</i> | <i>7</i> |
| b. | <i>Education et vivre ensemble.....</i> | <i>7</i> |
| c. | <i>Participation des habitants.....</i> | <i>7</i> |

Programmation 2024 du contrat de ville.

La programmation du contrat de ville en 2024 s'est déclinée par piliers et par actions comme précisé ci-dessous :

1 Pilier : Développement économique et emploi

1.1 Axe du protocole :

Renforcement des actions visant l'égalité des chances

Développement d'un accompagnement social et sanitaire de proximité

1.2 Objectifs

Valoriser les initiatives individuelles et collectives

Enrichir l'expérience et la qualification professionnelle du public éloigné du marché de l'emploi et de la formation

Lutte contre toutes les formes d'exclusion

1.3 Actions

a. Accompagnement du public éloigné du marché de l'emploi et de la formation

Dispositif PARE - accompagnement individualisé

Bus de l'entrepreneuriat

Orientation dispositif LESPASSCLES

Mise en place du dispositif 1 jour 1 quartier

b. La lutte contre les formes d'exclusion

Sorties Bus

Visites pédagogiques des Ateliers et Chantiers d'Insertion

Accompagnement de proximité

Aide aux démarches administratives

Ateliers CV, lettre de motivation

Valorisation des métiers (mise en place d'un forum autour des métiers de l'artisanat Artisan'Est)

2 Cohésion sociale

2.1 Axe du protocole :

Développement d'un accompagnement social et sanitaire de proximité
Développement d'un accompagnement social et sanitaire de proximité
Renforcement des actions visant l'égalité des chances

2.1 Objectifs

Accompagnement des actions de prévention santé
Développement des actions socio-culturelles et sportives
Accompagner les initiatives individuelles et collectives
Participation des habitants

2.1 Actions

a. Prévention santé

Mise en place et animation du village « Octobre Rose »
Bus itinérant APPS : Prévention MST
Orange day : tournoi foot féminin
Participation course Odyssea

b. Socio-culturelles et sportives

Socioculturelles

Mise en place d'ateliers musique dans les quartiers
Fête de la Musique dans les quartiers
Mise en place d'atelier éducation à l'image (sensibilisation et formation à la création de court-métrage avec participation au Festival « Court derrière » et projection des réalisations dans les quartiers
Atelier culturel et musical dans le cadre des festivités du 20 Décembre
Mise en place d'ateliers autour de la Musique « Spectacle ensemble »
Atelier DJ et Musique
Atelier fresque participative, Festival Graffiti
Mise en place résidence artistique
Atelier bande dessinée
Dessine ton quartier
Festival 100% décibel

Sportives

Journée sportive
Atelier Athlétisme Ultra Proximité dans les quartiers (initiation aux disciplines de l'Athlétisme)
Mise en place tournoi Futsal inter quartier
Journée sportive des OVVV
Mise en place d'actions en pied d'immeuble (hip-hop, yoga, moringue, handfit)
Olympiades en famille dans les quartiers

c. Initiatives individuelles et collectives

Colos Mobilité : co-construction d'un séjour à l'étranger 24 jeunes)
Journée du vivre ensemble
Noël solidaire
Journée solidaire

d. Participation des habitants

Mise en place et accompagnement des instances participatives

Comité citoyen de quartier et Comité de la Vie Associative

Atelier participatif et citoyen

Mini forum des associations

Pique-nique des associations

3 Valeurs de la République et citoyenneté

3.1 Axe du protocole :

Développement d'un accompagnement social et sanitaire de proximité

Renforcement des actions visant l'égalité des chances

Amélioration du cadre de vie des habitants

3.2 Objectifs

Renforcer le partenariat autour de l'éducation et du vivre ensemble

Participation des habitants

Prévention de la délinquance

3.3 Actions

a. Education et vivre ensemble

Atelier de sensibilisation et nettoyage (World Clean Up Day)

Atelier d'éducation à l'environnement (Tekno challenge)

Café des parents

Livr'anler

Théâtre sous les arbres

Remise du Diplôme National du Brevet

Journées européennes du Patrimoine

b. Participation des habitants

Fête des voisins

Challenge des papas

c. Prévention de la délinquance

Sensibilisation des parents aux abords des établissements scolaires

Journée sécurité routière

Journée du souvenir (sensibilisation aux violences faites aux femmes)

Journée des droits de la femme

Marche citoyenne, intervention Transdev (randonnée, sketch)

Réunion partenaires, comité de suivi, visite de terrain avec les adultes relais

Mise en place des Opérations Ville Vie Vacances

4 Cadre de vie

4.1 Axe du protocole :

Développement d'un accompagnement social et sanitaire de proximité
Renforcement des actions visant l'égalité des chances
Amélioration du cadre de vie des habitants

4.2 Objectifs

Améliorer le cadre de vie
Renforcer le partenariat autour de l'éducation et du vivre ensemble
Participation des habitants

4.3 Actions

a. Amélioration du cadre de vie

Suivi Gestion Urbaine de Proximité
Mise en place de diagnostic en marchant
Mise en place action inter bailleurs

b. Education et vivre ensemble

Fresque participative (prévention harcèlement et violence intra familiale)
Atelier fresque
Sortie hors les murs
Sensibilisation des parents aux abords des établissements scolaires

c. Participation des habitants

Mise en place de journée de solidarité en pied d'immeuble
Balade urbaine : concertation avant travaux
Marche citoyenne